

## ÉDOUARD PHILIPPE ANNONCE LE RECOURS À L'ARTICLE 49-3 SUR LE PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES RÉFORME DES RETRAITES : «ERREUR», «LÂCHETÉ», «FAIBLESSE», LES RÉACTIONS APRÈS LE 49-3

Par PIERRE ZEAU et Sophie de Ravinel Publié LE 29/02/2020 19h35 Le Figaro

Édouard Philippe a annoncé ce samedi 29 février qu'il engageait «la responsabilité de son gouvernement» sur le projet de réforme des retraites.

La possibilité du recours à cet article se faisait sentir depuis plusieurs jours. En début de semaine, Les Républicains avaient d'ailleurs proposé «une *alternative*» à cela en proposant de suspendre les débats et de «*redéposer*» un nouveau projet.

Désormais actée, cette décision ne manque pas de faire réagir. L'opposition de gauche a annoncé d'emblée son intention de déposer une motion de censure du gouvernement, qui n'a toutefois aucune chance d'être adoptée. Elle a 24 heures pour le faire.

Jean-Luc Mélenchon, président du groupe LFI à l'Assemblée nationale, sur le passage en force avec le 49.3: «C'est un procédé particulièrement fourbe [...] Mais je préfère prévenir, même s'il n'y a qu'une motion de censure et que c'est celle des Républicains, je la voterai »

Le président du groupe LFI à l'Assemblée nationale a confirmé le dépôt d'une motion de censure avec les communistes et probablement les socialistes. Une information confirmée au *Figaro* par un député de la France insoumise, qui annonce une mesure commune de toute la gauche. Un peu plus tard, Jean-Luc Mélenchon a également appelé «à  *manifester de toutes les manières possibles*», « *dans le respect de la loi et de la tranquillité publique*».

Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national, a dénoncé un «*coup de force*». «Ils se servent de l'angoisse et de l'inquiétude des Français sur la crise du coronavirus *pour pouvoir faire passer ce qui représente un coup de force, sachant qu'ils ont refusé de soumettre cette réforme des retraites à un référendum*», a-t-elle estimé. Elle a précisé que sa formation politique voterait «*toutes les mentions de censure*», qu'elles émanent de la droite comme de la gauche.

«*Quelle erreur*», a tonné l'ancien député de la majorité Matthieu Orphelin. «*Le gouvernement se prive de l'apport des parlementaires alors que nous avons été nombreux, depuis des semaines, à travailler et à proposer des solutions de sortie de crise*», a-t-il estimé.

Le premier secrétaire du PS Olivier Faure a parlé d'une «*méthode inacceptable*». «*Ce qui me surprend, c'est que le même Conseil des ministres qui a autorisé le 49-3 est celui consacré au coronavirus. La méthode est surprenante. Car visiblement pas même les secrétaires d'Etat n'ont été prévenus et encore moins les députés de la majorité. C'est d'autant plus inacceptable que la Conférence de financement n'est pas terminée et incompréhensible que le texte n'est pas prêt. Son adoption n'aura pas d'effet immédiat, pas avant 2022. Quelle était l'urgence ? Les motivations interrogent. Ce n'est pas le nombre d'amendements... En 15 jours, 15.000 ont été vus et plus le temps passe plus le rythme s'accélère*», a-t-il dit au *Figaro*.

«*Ce recours au 49.3 est une nouvelle preuve de faiblesse de la part du premier ministre !*», a lancé de son côté Christian Jacob, président des Républicains. Damien Abad, président du

groupe à l'Assemblée, a annoncé qu'une motion de censure serait déposée par Les Républicains.

Le secrétaire général de Force ouvrière, Yves Veyrier, a dénoncé «*l'attitude incompréhensible et inacceptable*» du gouvernement. «*La situation de crise, relative à l'épidémie de coronavirus, exige au contraire la plus grande solidarité nationale et par voie de conséquence l'apaisement, a fortiori sur un sujet aussi controversé, où le gouvernement est de plus en plus isolé*», a déploré Yves Veyrier appelant «*à stopper le processus parlementaire*».

Même son de cloche du côté de la CGT, dont plusieurs branches locales appellent à un rassemblement dès ce soir devant l'Assemblée nationale, où un important dispositif policier a immédiatement été mis en place. Le leader de la CGT, Philippe Martinez, déplore de son côté un recours «*profondément scandaleux*» et annonce qu'une mobilisation sera organisée dès la semaine prochaine.

Autre réaction syndicale, celle de la CFDT de Laurent Berger. Le syndicat «*déplore que les débats n'aient pu se tenir jusqu'au bout*». «*Le gouvernement doit rapidement prendre ses responsabilités pour retrouver l'esprit initial de la réforme. Il doit intégrer ce droit à une réparation en cas de pénibilité comme il doit répondre aux agents des trois fonctions publiques qui ont peu ou pas de primes afin qu'ils aient la garantie que le nouveau système n'engendre pas une baisse de leurs pensions*», écrit aussi la CFDT dans un communiqué, qui reproche au gouvernement de ne pas avoir fait le choix de «*la justice sociale*».

*Par PIERRE ZEAU et Sophie de Ravinel/PUBI2 LE 29/02/20201935 Le Figaro*